

nais du voisinage, soit à une distance de 70 milles. Selon certaines nouvelles la vie de ces hommes serait aujourd'hui en danger. Après avoir décrit ce qui est arrivé à ces Japonais, l'auteur poursuit:

On signale de Washington, et dans une grande mesure le président Eisenhower lui-même a confirmé la nouvelle, que quelque chose a fait gravement défaut lors de l'expérience de Bikini, que les résultats de l'explosion ont été beaucoup plus considérables et se sont étendus beaucoup plus loin qu'on ne l'avait prévu. Combien de temps le monde pourra-t-il tolérer ces jeux mortels?

Ces termes sont énergiques mais ils sont mérités. Après avoir expliqué que les navires du voisinage avaient reçu un certain avertissement, l'auteur de l'article s'exprime ainsi:

Depuis quand l'océan Pacifique est-il devenu un lac américain?

Je n'en lirai pas beaucoup plus long. Il continue dans le même sens, puis il termine de la façon suivante:

Il est fantastique qu'en temps de paix, les États-Unis s'attendent que les autres pays concèdent aux Américains le droit de réserver une vaste région de la haute mer, soit dans le Pacifique soit ailleurs, pour y produire des explosions.

L'éditorial appelle également notre attention sur le fait que même aux beaux jours de la puissance navale de l'Angleterre, alors que les Anglais chantaient avec entrain: *Britannia rules the waves*, jamais ils n'ont tenté de réserver une région des océans à leurs fins.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le Gouvernement devraient faire immédiatement des démarches auprès du Gouvernement des États-Unis, le pressant de ne pas entreprendre ces expériences dans l'océan Pacifique. L'éditorial propose qu'on choisisse d'autres régions du globe, soit la région antarctique ou les régions lointaines de l'Arctique, où ces expériences pourraient peut-être servir à faire fondre une partie des glaces. Quoi qu'il en soit, il est évident que le monde est horrifié par ce qui s'est produit dans le Pacifique et craint qu'on tente d'autres expériences qui pourraient avoir d'effrayants résultats.

Cela m'amène à penser au danger que représenterait pour l'univers une nouvelle guerre. Voilà pourquoi j'ai déclaré, lorsque j'ai pris part au débat sur les affaires extérieures en janvier, que, si restreint que soit le domaine sur lequel puisse porter des négociations avec les pays communistes et les pays situés au delà du rideau de fer, nous devrions mener de telles négociations. Je suis fort heureux de constater que, même si le chef de l'opposition m'a vertement réprimandé pour avoir dit la même chose le 29 janvier, le représentant de Prince-Albert a formulé la même proposition en disant que,

si une main nous est offerte, nous devons la prendre dans la mesure où c'est possible. C'était là fort bien exprimer cette idée. Je crois que c'est ainsi que nous devrions agir.

Les domaines sur lesquels les pourparlers peuvent avoir lieu peuvent être fort restreints, mais chaque petit conflit qui peut être réglé représente un pas vers une meilleure entente. N'oublions pas que nos ancêtres ont dû faire face à des problèmes analogues. Il suffit de lire le hansard de Grande-Bretagne, pour les années qui ont suivi la Révolution française; on y constate qu'on tenait alors des propos pas mal semblables à ceux qui ont cours aujourd'hui relativement à la reconnaissance de pays situés au delà du rideau de fer et aux pourparlers à engager avec eux. Lorsque Cromwell détenait le pouvoir en Angleterre, lorsqu'il a exécuté un roi, on a dit, dans les pays voisins, à l'endroit du régicide et de ce qu'il représentait, des choses que l'on pourrait répéter aujourd'hui dans un ordre d'idées fort semblables.

Il ne faut pas oublier que nous devons envisager ces événements à la lumière de l'histoire. Nous devons nous efforcer de régler les différends; nous devons nous entendre avec ces gens, ou nous devrons les exterminer ou bien ils devront nous exterminer. Je soutiens que nous devons nous entendre et vivre avec eux. Peut-être que, petit à petit, comme la chose s'est produite au cours des siècles, adopteront-ils une attitude plus raisonnable et plus démocratique. Nous pourrions peut-être travailler avec eux dans une plus grande compréhension.

Je tenais à dire ces choses cet après-midi. Nous devons aussi songer à ce que signifierait la guerre pour notre pays, si jamais elle se déclenchait. Nous entendons parfois des affirmations belliqueuses comme celle-ci: "Il ne faut pas traiter avec ces gens, en aucune circonstance; il faut les tenir à part." Qu'en résulte-t-il. Je pense que cela conduit, en fin de compte, à la guerre. S'il y a un pays qui soit présentement intéressé à la négociation pacifique et au règlement pacifique des différends entre ces deux géants, si l'on veut, que sont les États-Unis et l'Union soviétique, les deux adversaires dans cette guerre froide, c'est sûrement le Canada. Nous nous trouvons entre les deux. Nous savons quelle destruction pourrait amener à certaines de nos villes canadiennes les effroyables armes dont on dispose maintenant.

Le moment serait mal choisi pour parler de nos moyens de défense. Je n'en suis pas au courant. La Chambre des communes non plus. Nous savons que nous affectons des sommes importantes à la défense, mais nous ignorons au juste quels sont nos moyens de défense. Je suis de ceux qui croient que,